

Le Burkina Faso compte une population estimée à 20 870 060 habitants (2019), dont 52% de femmes. Elle est à forte composante jeune (les moins de 15 ans représentent 55% de la population totale) et essentiellement rurale (90%). Les principales richesses du pays sont l'agriculture, les ressources extractives, la coopération et l'immigration sous régionale. 33% du PIB provient du secteur agricole qui occupe 86% de la population active.

Quelques dates clés de l'histoire politique et sécuritaire du Burkina Faso

5 août 1960 : proclamation de l'indépendance de la Haute-Volta (nom du pays à l'époque), avec pour premier président, Maurice Yaméogo.

1966 : Maurice Yaméogo est renversé par l'armée et le colonel Sangoulé Lamizana prend les rênes du pays.

1978 : Sangoulé Lamizana est élu président de la République.

1980 : Coup d'État militaire du colonel Saye Zerbo.

1982 : Nouveau coup d'État militaire qui porte le Commandant Jean-Baptiste Ouédraogo à la tête du pays.

1983 : le Capitaine Thomas Sankara arrive au pouvoir à la suite d'un putsch.

1984 : la Haute Volta devient le Burkina Faso

1987 : coup d'État du Capitaine Blaise Compaoré. Le Capitaine Thomas Sankara est assassiné.

1991 : instauration du multipartisme. Blaise Compaoré est élu président de la République.

2008 : Nombreuses émeutes contre la vie chère.

Avril à juin 2011 : vague de contestations et de mutineries. Le président Blaise Compaoré dissout par décret son gouvernement et limoge les chefs de l'armée de terre, de l'air et de la gendarmerie, à la suite d'une mutinerie au sein de sa propre garde présidentielle.

2013 : l'Assemblée nationale vote la loi portant création d'un Sénat.

2014 : Une crise politique profonde ébranle les fondements de la République et conduit à une insurrection populaire pour dire non à la révision de l'article 37 de la constitution visant à abroger la limitation des mandats présidentiels. Cette insurrection cause la chute du régime du président Blaise Compaoré, le 31 octobre 2014. Un Gouvernement de transition et un Conseil National de la Transition sont mis en place, avec pour mission, en 12 mois, de travailler à renouer avec une vie constitutionnelle normale.

4 avril 2015: première attaque terroriste contre une patrouille de gendarmerie, suivie de l'enlèvement du Roumain Gherghut Lulian, agent de sécurité à la mine de Tambao.

17 septembre 2015: les militaires du Régiment de sécurité présidentiel (RSP), annoncent avoir dissout les autorités de la transition. Dirigés par le général Gilbert Diendéré, un proche de l'ancien président Blaise Compaoré, les putschistes séquestrent les membres de l'exécutif, dont le président de la transition et le premier ministre.

18 septembre 2015 : l'Union africaine annonce la suspension du Burkina Faso et des sanctions contre les putschistes : ils ont interdiction de voyager et leurs avoirs à l'étranger sont gelés. Une médiation est entreprise et conduite par La Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

22 septembre 2015: l'armée loyaliste venue des régions du Burkina Faso entre sans résistance dans la capitale. Le premier ministre de la transition, aux mains des putschistes depuis le coup d'État, est libéré. Les forces loyalistes et les hommes du RSP signent un accord d'apaisement devant le Mogho Naba, le roi des Mossis et autorité morale au Burkina Faso.

23 septembre 2015: le président de transition Michel Kafando est officiellement réinvesti président de la transition. Le général Diendéré de son côté, présente des excuses officielles aux Burkinabè.

6 octobre 2015: le chef des putschistes, le général Gilbert Diendéré, et l'ex-ministre des Affaires étrangères de Blaise Compaoré, le général de gendarmerie Djibrill Bassolé, sont inculpés d'« attentat à la sûreté de l'État ».

29 novembre 2015: le candidat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), Roch Marc Christian Kaboré, remporte l'élection présidentielle dès le 1er tour, avec 53,49 % des voix. Il est investi le 29 décembre 2015.

L'année 2016 s'est caractérisée par de nombreuses attaques terroristes, de kidnappings et d'une insécurité généralisée à l'intérieur du pays, surtout au Nord et au Sahel, et dans la sous-région (Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Tchad).

En 2017, les activités terroristes s'intensifient au nord et au sahel, frontière Burkina-Mali. Les groupes terroristes Ansar Dine, Aqmi, Al Mourabitoun et katibat du Macina se réunifient en un seul bloc appelé "Jamaât Nasr Al Islam Wa Al Moulimin".

L'année 2018 est marquée par une recrudescence des attaques sur l'ensemble du territoire. **2 mars 2018**, double attentat terroriste à Ouagadougou qui a visé l'Ambassade de France et l'État-major Général des Armées.

Ci-dessous un historique des forces qui étaient en présences au Mali et certaines qui interagissent dans la sous-région :

ANSARUL ISLAM : Il apparait en décembre 2016, lorsque son chef, l'imam Ibrahim Malam Dicko, revendique l'attaque de Nassoumbou.

AQMI : C'est un groupe actif au Mali, en Mauritanie, en Algérie, en Lybie et au Niger

MUJAO : Le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est un mouvement terroriste islamiste, issu d'une scission d'Al-Qaïda (AQMI) mi-2011 dans le but d'étendre l'insurrection islamiste du Maghreb en Afrique de l'Ouest. Il fait partie des groupes contrôlant le nord du Mali.

Il est financé et armé par AQMI, par les rançons de prise d'otages et surtout par le trafic des drogues.

ANSAR DINE : (en arabe : أنصار الدين) C'est un groupe islamique dirigé par Iyad ag Ghali, apparu en mars 2012. C'est l'un des principaux groupes participant à l'insurrection malienne de 2012, avec le MUJAO et le MNLA. Il milite pour l'instauration de la charia au Mali et est suspecté d'avoir des liens avec l'organisation Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI).

MNLA : Le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad est une organisation politique et militaire touarègue active au Nord-Mali (région de Tombouctou, la région de Kidal et la région de Gao). Ses objectifs sont l'autodétermination et l'indépendance du territoire de l'Azawad.

Les groupes armés présent au Nord et au Sahel du Burkina sont principalement :

+ **La Katiba Macina** : groupe salafiste soutenu par Ansar Dine et AQMI, il est constitué d'une centaine de combattants généralement motorisés opérant dans la zone de Nassoumbou,

+ **L'État islamique du grand Sahara (EIGS)** : revendique plusieurs attaques dont celui de Ouagadougou

+ **Le groupe Al-Mansour Ag Alkassam** du nom de son chef, opère à la frontière entre le Mali et le Burkina. Ses petits groupes à moto prennent pour cibles les convois et les postes militaires isolés.

+ **Ansarul Islam**, créé par Malam Ibrahim Dicko, un prêcheur originaire du Soum, est né de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province. Leurs modes opératoires sont plus ou moins identiques à savoir :

- ✓ Attaque des symboles de l'État: camps, écoles enseignant le français, assassinats des maires et conseillers,
- ✓ Kidnapping des commerçants, le plus souvent pour demander des rançons aux famille,
- ✓ Vol de bétail

Analyse de Risques

Le niveau de sécurité du Burkina très volatile. Le pays est en proie en permanence à des risques sécuritaires. On peut résumer les principaux risques actuels au Burkina à :

La criminalité et le trafic d'arme à feu: L'insécurité qui sévit est favorisée, en grande partie, par la prolifération et la circulation illicite des armes à feu. La prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre constituent un phénomène qui a des connexions étroites avec diverses formes de criminalité transnationale organisée et autres actes criminels graves en lien avec le grand banditisme, le trafic des produits prohibés, le trafic d'êtres humains, les conflits armés et la violation des droits humains.

Les manifestations et les troubles sociaux-politiques: Les éléments d'information recueillis montrent une frustration grandissante au niveau de la population par rapport aux différentes promesses d'amélioration des conditions de vie faites par le gouvernement actuel avant sa prise de fonction.

Extrémisme violent, attaques terroristes, enlèvement/Kidnapping/Séquestration Le Burkina a connu de 2015 à 2018 plus de 80 attaques ou agressions de nature terroriste qui se sont soldées par la perte en vie humaine de plus d'une centaine de personnes.

Extrémisme religieux: des zones du Burkina Faso se radicalisent en silence. Les idées des islamistes radicaux se répandent peu à peu dans certaines contrées du Burkina. Les acteurs musulmans burkinabé, qu'il s'agisse des Talibés, des Maîtres coraniques ou des Imams, sont amenés à se rendre régulièrement au Mali pour parfaire leur parcours religieux, le pays constituant une référence religieuse pour les populations de la région du Nord et de la partie ouest de la région du Sahel. Pour ce qui est de la région de l'Est et de la partie Est de la région du Sahel, ses populations sont davantage tournées vers le Niger, bien que le Mali demeure aussi pour elle un référent.